

Les Kurdes d'Irak s'opposent à la reconduction de leur président

RÉSEAU VOLTAIRE | 20 AOÛT 2015



Le 20 août 2015, le parlement régional du Kurdistan irakien a été contraint de suspendre sa session extraordinaire du fait du boycott du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), la formation du clan Barzani.

Depuis plusieurs semaines, le parlement est sollicité par les États-Unis, le Royaume-Uni et les Nations unies pour reconduire le président Massoud Barzani dans ses fonctions sans procéder à sa réélection. Les ambassadeurs n'ont cessé de répéter que cette période n'était pas propice aux réformes et que les Kurdes d'Irak devaient faire preuve d'unité s'ils voulaient être soutenus par la « communauté internationale » face à l'Émirat islamique.

Washington avait dépêché sur place Brett H. McGurk, assistant adjoint du secrétaire d'État pour l'Irak et l'Iran et également adjoint du général John Allen dans la lutte contre l'Émirat islamique. Le Royaume-Uni était représenté par l'ambassadeur Frank Baker.

Selon la nouvelle constitution de 2005, le président régional n'est pas autorisé à briguer sa propre succession. Au demeurant, Massoud Barzani est au pouvoir depuis l'occupation de son pays par la Coalition internationale conduite par les États-Unis, en 2003. Il a été élu une première fois en 2005 (antérieurement à la constitution donc à la limitation des mandats), puis réélu en 2009. Cependant, en juin 2013, le Parlement

violant la constitution décidait de proroger son mandat durant 2 ans.

Le clan Barzani s'est indissolublement lié au Mossad israélien durant la Guerre froide et continue à représenter les intérêts israéliens dans la région.

Du 27 mai au 1er juin 2014, le Gouvernement régional du Kurdistan a participé aux réunions secrètes de préparation de l'invasion de l'Irak par l'Émirat islamique, à Amman (Jordanie). Il était représenté par Azad Bervari et par Masrour « Jomaa » Barzani, chef des services de Renseignement. Lors du déclenchement de l'opération, le Gouvernement régional profitait de l'émotion internationale suscitée par les massacres commis par Daesh pour annexer discrètement les champs pétroliers de Kirkouk et augmenter son territoire de 40 %. Durant le massacre des Kurdes yézidis par Daesh, en août 2014, le Gouvernement régional n'intervint pas, tandis que 1 300 combattants kurdes turcs du PKK et 500 combattants kurdes syriens du YPG parvenaient à sauver plus de 20 000 Yézidis dans les montagnes du Sinjar.

Source : « Les Kurdes d'Irak s'opposent à la reconduction de leur président », *Réseau Voltaire*, 20 août 2015, www.voltairenet.org/article188480.html